

Communiqué de presse

Paris, le 22 octobre 2025,

Budget 2026 : Une économie à protéger, un avenir à construire

Quelques jours après le rejet par l'Assemblée nationale de deux motions de censure à l'encontre du gouvernement Lecornu II, Impact France salue l'ouverture d'une période de négociations parlementaires cruciale pour l'avenir du pays. Et rappelle que si le redressement des comptes publics est incontournable, le chemin du compromis devra préserver les fondations de notre compétitivité.

Avec le rejet la semaine dernière des motions de censure du gouvernement Lecornu II par l'Assemblée nationale, **les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2026 peuvent désormais entrer dans une phase d'examen parlementaire constructive. Pour les entreprises que nous représentons, ce premier pas était attendu et nécessaire.** Car aucune stratégie économique crédible et ambitieuse n'est possible dans un climat d'instabilité permanente.

Notre pays a besoin d'un budget, non pour cocher une case institutionnelle, mais pour préparer concrètement l'avenir. Le redressement des comptes publics est incontournable : il engage notre souveraineté, notre crédibilité, notre capacité à agir. Cet effort, pour être légitime et efficace, doit être juste et partagé. Cibler les priorités stratégiques du pays, investir avec discernement, préserver et renforcer nos leviers de compétitivité : tels sont les principes qui devront guider la trajectoire budgétaire.

À cet égard, **nous mettons en garde contre une tentation ancienne mais toujours risquée : celle de l'ajustement indifférencié, du coup de rabot sans discernement, de la coupe linéaire qui érode en silence les fondations de notre économie réelle.** La dépense publique ne doit pas être réduite mécaniquement, elle doit être transformée stratégiquement. Nous ne devons pas sacrifier l'avenir au présent.

Le renforcement de notre souveraineté industrielle et alimentaire, l'adaptation écologique, l'innovation et le développement de nos filières d'avenir, l'amélioration du revenu des actifs et la baisse du coût du travail, le renforcement des organisations du lien social et de l'insertion, et des services publics efficaces : **tous ces chantiers ne sont pas des variables d'ajustement budgétaire. Ce sont les investissements stratégiques d'aujourd'hui qui conditionnent la prospérité de demain.** Les affaiblir maintenant, c'est garantir des coûts environnementaux, sociaux et territoriaux élevés à l'avenir.

Un tel moment doit aussi permettre d'engager des réformes à même de relancer l'économie française autour de nouveaux consensus :

- Améliorer l'efficacité de chaque euro d'argent public investi en en faisant des leviers d'engagements en matière environnementale, sociale, de souveraineté économique et de maintien de l'emploi sur le territoire,
- Permettre que le travail paie mieux en engageant une évolution de l'assiette de la CSG et de la CRDS,
- Relancer l'investissement privé dans les filières et infrastructures d'avenir par la massification des garanties publiques en capital et en dette,
- Protéger la production française et européenne en facilitant la mise en place de bonus-malus sur la qualité sociale, sanitaire, environnementale des biens et des services.

Le budget 2026 est une épreuve de vérité, il exigera des choix courageux. Nous serons présents à chaque étape, non pour défendre des intérêts catégoriels, mais pour ouvrir des voies de passage dans ce moment crucial pour l'avenir du pays. **Aux parlementaires de fixer le cap. Aux forces vives d'y répondre avec lucidité et engagement.**

A propos du mouvement Impact France :

Le mouvement Impact France fédère et représente plus de 30 000 entrepreneurs et dirigeants d'entreprises français engagés dans la transition écologique et sociale. Plus d'infos : www.impactfrance.eco

Contact presse :

Malo Bourel-Weeger - mbourel@impactfrance.eco ; 06 32 29 46 74